

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 9 JUIN 1921.

- 1° Proposition de loi modifiant l'article 6 de la loi du 10 juin 1919 sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre.
2° Proposition de loi relative aux réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre ⁽¹⁾.
-

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. DE LIEDEKERKE.

MESSIEURS,

M. de Wouters d'Oplinter, rapportant en mars 1919 la loi sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre, faisait prévoir que celle-ci ne tarderait pas à être révisée.

Il indiquait le sens dans lequel cette revision se ferait. D'après lui, l'assimilation des victimes civiles aux victimes militaires « s'imposerait à brève échéance ».

Il ne se trompait pas. Dès l'année 1920, deux projets dus à l'initiative parlementaire voyaient le jour. Ils émanaient de deux groupes différents de la Chambre, mais avaient tous deux les mêmes tendances. L'un était dû à MM. Van Caenegem et consorts, l'autre à MM. Berloz et à ses amis.

La Section centrale, chargée d'examiner ces deux propositions, a d'abord désiré savoir s'il n'entraînait pas dans les vues du *Gouvernement* de participer à l'amélioration de la loi actuelle. Une réponse affirmative ayant été donnée sur ce point, les Départements des Affaires économiques et de la Défense nationale se sont mis en rapport pour élaborer le projet qui est actuellement soumis à vos délibérations.

Le concours du Département de la Défense nationale s'imposait, car, à l'unani-

(1) Propositions de loi, nos 303 et 484 de la session 1919-1920.

(2) La Commission, présidée par M. MECHERYNCK, était composée de MM. BERLOZ, BRUGMANN, DE LIEDEKERKE, ELBERS, PIRARD et PONCELET

mité, il avait décidé de se rapprocher autant que possible, dans le projet à élaborer, des dispositions de la loi sur les pensions militaires.

L'œuvre que nous vous présentons, sans avoir la prétention d'être parfaite, pas plus qu'aucune œuvre humaine, est la résultante de toutes ces bonnes volontés, et nous espérons que la Chambre et le pays comprendront qu'elle est le maximum de ce que l'on peut faire dans les circonstances présentes.

Certains pourront, peut-être, faire observer que l'assimilation entre les victimes civiles de la guerre et les victimes militaires n'est pas absolue. Cette remarque est exacte, mais qu'ils sachent que si le travail d'ajustement n'est pas plus complet, c'est uniquement à la loi du 10 juin 1919 et à son application qu'en remontent les causes.

Cette loi, déjà appliquée à la grande majorité des sinistrés, pose des principes si différents de ceux admis plus tard par la loi sur les pensions militaires, qu'il eût fallu toucher à des droits acquis en vertu d'une loi et consacrés par des jugements.

Analyse des articles.

ART. 2. — Une disposition nouvelle vous est proposée par la Section centrale, pour pouvoir traiter les civils qui se sont spécialement bien conduits, qui ont montré un courage que l'on pourrait comparer, en certains cas, au courage déployé par nos combattants, de la même façon que ces derniers. Quelles sont les actions d'éclat qui pourront donner droit à ce traitement glorieux? La justice en décidera. Toute action patriotique pourra valoir à son auteur l'octroi de cette faveur, cependant la Section centrale a estimé sage de spécifier que par sa conduite irréprochable le déporté peut l'obtenir. Pour le restant le texte reste fixé comme il l'est actuellement pour le paragraphe 1^{er}, sauf à y remplacer le chiffre 2,400 par celui de 2,880, c'est-à-dire le chiffre prévu pour les pensions des militaires blessés *durant* le service et non *par le fait* du service. Ce chiffre de 2,880 est la pension de 3,600 prévue à la loi du 23 novembre (art. 12) et diminuée de un cinquième.

§ 3. La loi militaire dispose que la revision des indemnités accordées pourra se faire endéans les cinq ans. Eu égard au caractère temporaire des tribunaux des dommages de guerre, il faut réduire le délai.

ART. 3. — Il est donc indispensable de maintenir les grands principes de la loi soumise à revision, c'est-à-dire le principe du cumul et le principe du soutien, car en les supprimant maintenant on ferait deux catégories de victimes, ces principes ne se trouvant pas dans la loi militaire.

Il n'y a d'ailleurs pas lieu de s'effrayer outre mesure de ce maintien.

L'assimilation totale des victimes civiles aux victimes militaires n'est pas justifiable — on doit accorder aux civils le *taux* des militaires blessés non pas du fait de service, mais à l'*occasion* du service.

Il est donc nécessaire :

1° De maintenir les catégories prévues à la loi du 10 juin ;

ANNEXE AU N° 354.

**REVISION DE LA LOI DU 10 JUIN 1919 SUR LES RÉPARATIONS
A ACCORDER AUX VICTIMES CIVILES DE LA GUERRE.**

TEXTE DE LA LOI DU 10 JUIN 1919

ET

TEXTE PROPOSÉ PAR LA COMMISSION

BIJLAGE VAN N° 354.

**HERZIENING DER WET VAN 10 JUNI 1919
OP HET HERSTEL TE VERLEENEN
AAN DE BURGERLIJKE SLACHTOFFERS VAN DEN OORLOG.**

TEKST DER WET VAN 10 JUNI 1919

EN

TEKST VOORGESTELD DOOR DE COMMISSIE

Texte actuel.**ARTICLE PREMIER.**

Est réglée conformément à la présente loi, la réparation des dommages causés aux Belges qui n'appartiennent pas à l'armée, par décès, blessures, maladies ou infirmités survenues en suite de mesures ou de faits de guerre qui donneraient droit à indemnité en cas de préjudice subi dans les biens, réserve faite du droit de la nation et des particuliers de poursuivre la réparation des actes contraires au droit des gens commis par les puissances ennemies, leurs agents ou ressortissants.

Sont exclus de la réparation les dommages subis par les personnes ayant accepté, sans y être contraintes, de travailler pour l'ennemi.

ART. 2.

Lorsque le fait dommageable a été la cause d'une incapacité permanente de travail d'au moins 10 %, la victime a droit, à partir du jour où le dommage se manifeste à une allocation annuelle fixée, à raison du degré d'invalidité, sur la base d'un maximum de 2,400 francs pour l'incapacité totale.

Le degré d'invalidité est évalué d'après un barème à établir par arrêté royal.

Tegenwoordige tekst.**EERSTE ARTIKEL.**

Wordt overeenkomstig deze wet geregeld het herstel der schade, aan de niet tot het leger behorende Belgen berokkend door overlijden, verwondingen, ziekten of lichaamsgebreken, zijnde het gevolg van maatregelen of oorlogsfeiten welke recht zouden geven op vergoeding in geval van nadeel ondergaan in de goederen, onder voorbehoud van het recht der Natie en der private personen tot vervolging van het herstel der met het volkenrecht strijdige daden gepleegd door de vijandelijke mogendheden, hare aangestelden of onderdanen.

Is niet vatbaar voor herstel de schade berokkend aan de personen die, zonder daartoe gedwongen te zijn, er in toestemden voor den vijand te arbeiden.

ART. 2.

Heeft het schadelijk feit eene voortdurende ongeschiktheid tot werken van minstens 10 t. h. veroorzaakt, dan heeft het slachtoffer recht, vanaf den dag waarop de schade zich openbaart, op eene jaarlijksche uitkeering, volgens den graad van invaliditeit bepaald naar den grondslag van ten hoogste 2,400 frank voor de geheele ongeschiktheid.

De graad van invaliditeit wordt berekend naar eenen bij Koninklijk besluit vast te stellen standaard.

Texte proposé par la Commission

Tekst voorgesteld door de Commissie

ARTICLE PREMIER. — Les modifications ci-après sont apportées à la loi du 10 juin 1919 sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre.

EERSTE ARTIKEL. — De navolgende wijzigingen worden gebracht in de wet van 10 Juni 1919 op het herstel te verleenen aan de slachtoffers van den oorlog.

ART. 2. — Lorsque le fait dommageable a été la cause d'une incapacité permanente de travail d'au moins 10 %, la victime a droit, à partir du jour où le dommage se manifeste, à une allocation annuelle fixée, à raison du degré d'invalidité, sur la base d'un maximum de 2,880 francs pour l'incapacité totale. *Ce chiffre est porté à 3,600 francs si le dommage est la conséquence d'un acte patriotique accompli par la victime; est considéré comme tel, la déportation subie dans les conditions prévues à l'article 6.*

Le degré d'invalidité est évalué d'après le barème appliqué aux invalides militaires.

La demande en révision des indemnités fondée sur une aggravation ou une atténuation de l'infirmité de la victime est ouverte pendant 2 ans à partir du jugement.

ART. 2. — Heeft het schadelijk feit eene voortdurende ongeschiktheid tot werken van minstens 10 t. h. veroorzaakt, dan heeft het slachtoffer recht, vanaf den dag waarop de schade zich openbaart, op eene jaarlijksche uitkeering, volgens den graad van invaliditeit bepaald naar den grondslag van ten hoogste 2,880 frank voor de geheele ongeschiktheid. *Dit cijfer wordt tot op 3,600 frank gebracht, indien de schade het gevolg is van eene vaderlandsche handeling verricht door het slachtoffer; als zoodanig wordt aangezien de wegvoering onder de omstandigheden voorzien bij artikel 6.*

De graad van invaliditeit wordt berekend naar den standaard, die geldt voor de invalide militairen.

De vraag tot herziening van de vergoedingen, gegrond op eene verergering of eene vermindering van het lichaamsgebrek van het slachtoffer, kan worden ingediend gedurende twee jaar vanaf het vonnis.

Texte actuel.

Tegenwoordige tekst

ART. 3.

ART. 3.

Il est accordé à la victime une majoration d'allocation annuelle, par enfant âgé de moins de 16 ans, au moment du fait dommageable.

Voor elk kind beneden 16 jaar, op het oogenblik van het schadelijk feit, wordt aan het slachtoffer eene verhooging van jaarlijksche uitkeering toegekend.

Cette majoration est fixée à raison du degré d'invalidité, sur la base d'un maximum de 300 francs par enfant en cas d'incapacité totale.

Deze verhooging wordt, volgens den graad van invaliditeit, bepaald naar den grondslag van ten hoogste 300 frank per kind in geval van geheele ongeschiktheid.

Elle prend fin lorsque l'enfant accomplit sa seizième année.

Zij vervalt, wanneer het kind den leeftijd van 16 jaar bereikt.

Les enfants naturels ne sont pris en considération, pour l'application de la présente loi, que s'ils ont été reconnus ou si le nom de la mère est mentionné dans l'acte de naissance.

Voor de toepassing van deze wet komen de natuurlijke kinderen alleen dan in aanmerking wanneer zij erkend werden of wanneer de naam der moeder in de geboorteakte is vermeld.

ART. 4.

ART. 4.

Si le fait dommageable a été la cause d'une incapacité temporaire dépassant trente jours, l'allocation sera calculée sur les bases déterminées aux articles 2 et 3 pour la durée de cette incapacité.

Heeft het schadelijk feit eene tijdelijke ongeschiktheid van meer dan dertig dagen veroorzaakt, dan wordt de uitkeering berekend naar de grondslagen, bij de artikelen 2 en 3 vastgesteld voor den duur dier ongeschiktheid.

L'allocation prend cours, en ce cas, à l'expiration de ce délai. Elle peut être renouvelée, une ou plusieurs fois, à la demande du titulaire, pourvu que cette demande soit introduite dans le délai de trois ans à dater de la première décision; elle peut alors être majorée ou diminuée.

In dit geval is de uitkeering verschuldigd na het verstrijken van dien termijn. Zij kan, op aanvraag van den rechthebber, een of meerdere malen vernieuwd worden, mits deze aanvraag ingediend wordt binnen den termijn van drie jaar te rekenen van de eerste beslissing; zij kan alsdan verhoogd of verminderd worden.

Même au cas où la durée de l'invalidité ne dépasserait pas trente jours, les frais d'hospitalisation et les frais médicaux seront remboursés.

De kosten van verpleging en de geneeskundige kosten worden terugbetaald, zelfs wanneer de duur der invaliditeit niet dertig dagen mocht overschrijden.

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

Art. 3. — Il est accordé à la victime une majoration d'allocation annuelle, par enfant âgé de moins de dix-huit ans au moment du fait dommageable.

Cette majoration est fixée à raison du degré d'invalidité, sur la base d'un maximum de 300 francs par enfant en cas d'incapacité totale.

Elle prend fin lorsque l'enfant accomplit sa dix-huitième année.

Les enfants naturels ne sont pris en considération, pour l'application de la présente loi, que s'ils ont été reconnus ou si le nom de la mère est mentionné dans l'acte de naissance.

Art. 3. — Voor elk kind beneden achttien jaar, op het oogenblik van het schadelijk feit, wordt aan het slachtoffer eene verhooging van jaarlijksche uitkeering toegekend.

Deze verhooging wordt, volgens den graad van invaliditeit, bepaald naar den grondslag van ten hoogste 300 frank per kind in geval van geheele ongeschiktheid.

Zij vervalt, wanneer het kind den leeftijd van achttien jaar bereikt.

Voor de toepassing van deze wet komen de natuurlijke kinderen alleen dan in aanmerking wanneer zij erkend werden of wanneer de naam der moeder in de geboorteakte is vermeld.

Texte actuel.

Tegenwoordige tekst.

ART. 5.

ART. 5.

Lorsque le fait dommageable a causé la mort de la victime, il est accordé les indemnités suivantes :

Heeft het schadelijk feit den dood van het slachtoffer veroorzaakt, dan worden de volgende vergoedingen verleend :

1° Une allocation annuelle de 800 francs au conjoint non divorcé ni séparé de corps; toutefois, le veuf n'a droit à cette allocation que si la victime était son soutien;

1° Eene jaarlijksche uitkeering van 800 frank aan den noch uit den echt noch van tafel en bed gescheiden echtgenoot; de weduwnaar heeft echter alleen dan recht op die uitkeering wanneer het slachtoffer zijn kostwinner was;

2° Une allocation annuelle de 300 francs par tête :

2° Eene jaarlijksche uitkeering van 300 frank per hoofd :

a) Aux enfants légitimes et aux enfants naturels, les uns et les autres âgés de moins de 16 ans;

a) Aan de wettige kinderen en aan de natuurlijke kinderen, beiden beneden zestien jaar;

b) Aux petits-enfants, âgés de moins de 16 ans dont la victime était le soutien;

b) Aan de kleinkinderen beneden zestien jaar, waarvan het slachtoffer de kostwinner was;

c) Aux ascendants dont la victime était ou devait naturellement devenir le soutien;

c) Aan de bloedverwanten in de opgaande linie, waarvan het slachtoffer de kostwinner was of natuurlijk worden moest;

d) Aux frères et sœurs, âgés de moins de 16 ans dont la victime était le soutien.

d) Aan de broeders en zusters beneden 16 jaar, waarvan het slachtoffer de kostwinner was.

Les indemnités attribuées sous les littéras a, b, d cesseront lorsque les bénéficiaires ont accompli leur seizième année.

De bij littera's a, b en d toegekende vergoedingen vervallen, wanneer de rechthebbenden den leeftijd van zestien jaar hebben bereikt.

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 5. — Lorsque le fait dommageable a causé la mort de la victime, il est accordé les indemnités suivantes :

1^o Une allocation annuelle de mille cinq cents francs au conjoint non divorcé ni séparé de corps; toutefois, le veuf n'a droit à cette allocation que si la victime était son soutien;

2^o Une allocation annuelle de trois cents francs par tête :

a) Aux enfants légitimes et aux enfants naturels, les uns et les autres âgés de moins de dix-huit ans;

b) Aux petits-enfants, âgés de moins de dix-huit ans dont la victime était le soutien;

Les indemnités cessent lorsque les bénéficiaires ont accompli leur dix-huitième année.

3^o Une allocation annuelle de quatre cents francs par tête, aux ascendants dont la victime était ou devait naturellement devenir le soutien. *En cas de prédécès du père ou du grand-père, la mère ou la grand-mère de la victime recevra la somme de huit cents francs.*

4^o Une allocation annuelle de trois cents francs aux frères et sœurs, âgés de moins de seize ans dont la victime était le soutien.

Les indemnités cessent lorsque le bénéficiaire a accompli sa seizième année.

ART. 5^{bis}. — *Les droits des ascendants sont ouverts à la personne qui justifie avoir recueilli, élevé et entretenu un enfant, et avoir remplacé ses parents auprès de lui.*

ART. 5. — Heeft het schadelijk feit den dood van het slachtoffer veroorzaakt, dan worden de volgende vergoedingen verleend :

1^o Eene jaarlijksche uitkeering van duizend vijfhonderd frank aan den noch uit den echt noch van tafel en bed gescheiden echtgenoot; de weduwnaar heeft echter alleen dan recht op die uitkeering wanneer het slachtoffer zijn kostwinner was;

2^o Eene jaarlijksche uitkeering van driehonderd frank per hoofd :

a) Aan de wettige kinderen en aan de natuurlijke kinderen, beiden beneden achttien jaar;

b) Aan de kleinkinderen beneden achttien jaar, waarvan het slachtoffer de kostwinner was.

De vergoedingen vervallen, wanneer de rechthebbenden den leeftijd van achttien jaar hebben bereikt.

3^o Eene jaarlijksche uitkeering van vierhonderd frank per hoofd aan de de bloedverwanten in de opgaande linie, waarvan het slachtoffer de kostwinner was of natuurlijk worden moest. *Bij vooroverlijden van den vader of van den grootvader ontvangt de moeder of de grootmoeder de som van achthonderd frank.*

Eene jaarlijksche uitkeering van driehonderd frank aan de broeders en zusters beneden zestien jaar, waarvan het slachtoffer de kostwinner was.

De vergoedingen vervallen, wanneer de rechthebbende den leeftijd van zestien jaar heeft bereikt.

ART. 5^{bis}. — *De persoon, die bewijst dat hij een kind bij zich opgenomen, grootgebracht en onderhouden heeft en dat hij voor dit kind zijne ouders heeft vervangen, kan aanspraak maken op de rechten der bloedverwanten in de opgaande linie.*

Texte actuel.

ART. 6.

Il peut être accordé une somme de 150 francs aux déportés qui ont été soumis au travail obligatoire pendant plus de trois mois sans rémunération correspondante.

ART. 7.

Les allocations sont accordées par les juridictions des dommages de guerre instituées par l'arrêté-loi du 23 octobre 1918.

Il sera fait application de toutes les dispositions des titres II et III dudit arrêté-loi, non contraires à la présente loi.

ART. 8.

La demande doit être formée, à peine de déchéance, dans les trois mois de la présente loi ou, si le fait dommageable est postérieur à cette mise en vigueur, dans les trois mois à dater de ce fait.

Toutefois, les tribunaux de dommages de guerre pourront relever l'intéressé de la déchéance encourue à raison de l'inobservation du délai s'il est établi que celle-ci provient d'une cause indépendante de sa volonté.

ART. 9.

Lorsque la cause n'est pas en état, le tribunal peut accorder même d'office une allocation provisionnelle.

Si la provision dépasse le montant de l'allocation définitive, il n'y a pas lieu à répétition de la différence.

Tegenwoordige tekst.

ART. 6.

Aan de weggevoerden, die gedurende meer dan drie maand aan gedwongen arbeid werden onderworpen zonder overeenkomstige bezoldiging, kan eene som van 150 frank verleend worden.

ART. 7.

De uitkeeringen worden verleend door de rechtsmachten voor oorlogsschade, ingesteld bij het besluit-wet van 23 October 1918.

Al de bepalingen van de titels II en III van gemeld besluit-wet, welke niet in strijd zijn met deze wet, worden toegepast.

ART. 8.

De aanvraag moet, op straffe van vervallenverklaring, ingediend worden binnen drie maanden na het in werking treden van deze wet ofwel, indien het schadelijk feit na dit in werking treden zich voordeed, binnen drie maanden te rekenen van dit feit.

De rechtbanken voor oorlogsschade kunnen echter den belanghebbende ontheffen van het verval wegens niet-inachtneming van den termijn, zoo het bewezen is dat deze het gevolg is van eene oorzaak onafhankelijk van zijnen wil.

ART. 9.

Wanneer de zaak niet in staat van wijzen is, kan de rechtbank, zelfs ambtshalve, eene uitkeering bij voorraad verleen.

Overschrijdt de bij voorraad verleende uitkeering het bedrag van de voorgoed verleende uitkeering, dan kan het verschil niet teruggevorderd worden.

Texte proposé par la Commission.

ART. 6. — Il est accordé une somme de cinquante francs par mois de déportation aux déportés qui ont été soumis sans rémunération correspondante au travail obligatoire ou qui s'y sont constamment refusés.

ART. 7. — Les allocations sont accordées par les juridictions des dommages de guerre instituées par la loi sur les cours et tribunaux des dommages de guerre du 20 avril 1920.

Il sera fait application de toutes les dispositions des titres I, II, III et IV de cette loi, non contraires à la présente loi.

ART. 8. — La demande en réparation doit être formée, à peine de déchéance dans les trois mois de la publication de la présente loi ou, si le fait dommageable est postérieur à cette publication dans les six mois à dater de ce fait.

Toutefois, les tribunaux de dommages de guerre peuvent relever l'intéressé de la déchéance encourue en raison de l'inobservation du délai s'il est établi que celle-ci provient d'une cause indépendante de sa volonté.

ART. 9^{bis}. — Les allocations annuelles prévues aux articles 2, 3 et 5 de la présente loi sont, au point de vue de la liquidation, assimilées aux pensions civiles. Elles sont acquises par trimestre et payables anticipativement.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 6. — Aan de weggevoerden, die aan gedwongen arbeid werden onderworpen zonder overeenkomstige bezoldiging of die voortdurend hebben geweigerd dien te verrichten, wordt eene som van vijftig frank verleend voor elke maand wegvoering.

ART. 7. — De uitkeeringen worden verleend door de rechsmachten voor oorlogsschade, ingesteld bij de wet op de hoven en rechtbanken voor oorlogsschade, dd. 20 April 1920.

Al de bepalingen van de titels I, II, III en IV van gemelde wet, welke niet in strijd zijn met deze wet, zijn van toepassing.

ART. 8. — De aanvraag tot herstel moet, op straffe van vervallenverklaring, ingediend worden binnen drie maanden na de bekendmaking van deze wet ofwel, indien het schadelijk feit na die bekendmaking zich voordeed, binnen zes maanden te rekenen van dit feit.

De rechtbanken voor oorlogsschade kunnen echter den belanghebbende ontheffen van het verval wegens niet-inachtneming van den termijn, zoo het bewezen is dat deze het gevolg is van eene oorzaak onafhankelijk van zijnen wil.

ART. 9^{bis}. — De jaarlijksche uitkeeringen, voorzien bij de artikelen 2, 3 en 5 dezer wet, worden, wat de vereffening betreft, met de burgerlijke pensioenen gelijkgesteld. Zij worden verleend per trimester en zijn vooruit betaalbaar.

Texte actuel.

Tegenwoordige tekst.

ART. 10.

Les indemnités allouées en vertu de la présente loi ne sont cessibles ni saisissables que pour cause d'obligation alimentaire légale.

ART. 10.

De krachtens deze wet verleende vergoedingen kunnen alleen wegens wettelijk verschuldigde kosten van onderhoud afgegaan en in beslag genomen worden.

ART. 11.

Le bénéfice de la présente loi ne peut être cumulé avec celui des dispositions de droit commun relatives à la responsabilité des pouvoirs publics.

ART. 11.

Het voorrecht van deze wet en dit van de bepalingen van het gemeene recht betreffende de aansprakelijkheid der openbare machten kunnen niet te gelijk worden verleend.

Toutefois, l'allocation et le paiement d'une indemnité ne s'opposent pas à la participation des intéressés dans l'attribution des sommes que l'État aura recouvrés en vertu des conventions et des traités pour les dommages de toute nature qui n'auraient pas été réparés ou qui ne l'auraient été que partiellement par la présente loi.

De toekenning en de betaling eener vergoeding beletten echter niet dat aan de belanghebbenden een aandeel wordt gegeven in de verdeling der sommen, welke de Staat krachtens de overeenkomsten en verdragen ontvangt voor allerlei schade, die door deze wet niet of slechts gedeeltelijk mocht hersteld zijn.

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 10. — Les indemnités allouées en vertu de la présente loi ne sont cessibles ni saisissables que pour cause d'obligation alimentaire légale *et de débet envers l'État.*

ART. 10. — De krachtens deze wet verleende vergoedingen kunnen alleen wegens wettelijk verschuldigde kosten van onderhoud *en wegens schulden aan den Staat* afgestaan en in beslag genomen worden.

ART. 11. — Le bénéfice de la présente loi ne peut être cumulé avec celui des dispositions de droit commun relatives à la responsabilité des pouvoirs publics, ni avec celui des titres II, III et IV (2^e et 3^e sections) de la loi du 23 novembre 1919 sur les pensions militaires.

ART. 11. — Het voorrecht van deze wet, alsmede dit van de bepalingen van het gemeene recht betreffende de aansprakelijkheid der openbare machten *en dit der titels II, III en IV (2^e en 3^e afdeling) der wet van 23 November 1919 op de militaire pensioenen* kunnen niet te gelijk worden verleend.

* Les bénéficiaires de cette dernière loi qui auraient obtenu une pension ou une allocation accordée par jugement d'un tribunal des dommages de guerre, pourront opter entre cette pension ou cette allocation et celle qui pourrait leur être allouée en vertu de la loi du 23 novembre 1919 *prérappelée.*

Zij, die het voorrecht der laatst gemelde wet genieten en een pensioen ofwel eene uitkeering, verleend bij vonnis eener rechtbank voor oorlogsschade, mochten bekomen hebben, kunnen kiezen tusschen dit pensioen of die uitkeering en die, welke hun krachtens voormelde wet van 23 November 1919 zou kunnen verleend worden.

Les pensions ou allocations accordées par application de cette dernière loi sont dans ce cas diminuées du montant des allocations octroyées par jugement d'un tribunal des dommages de guerre à dater du jour où la pension accordée au titre militaire prend cours.

De pensioenen of uitkeeringen verleend bij toepassing van deze laatste wet worden, in dit geval, verminderd met het bedrag der uitkeeringen, bij vonnis eener rechtbank voor oorlogsschade toegekend, vanaf den dag waarop het pensioen, om militaire redenen verleend, een aanvang neemt.

L'allocation et le paiement d'une indemnité ne s'opposent pas à la participation des intéressés dans l'attribution des sommes que l'État aura recouvrées en vertu des conventions et des traités pour les dommages de toute nature qui n'auraient pas été réparés ou qui ne l'auraient été que partiellement par la présente loi.

De toekenning en de betaling eener vergoeding beletten echter niet dat aan de belanghebbenden een aandeel wordt gegeven in de verdeling der sommen, welke de Staat krachtens de overeenkomsten en verdragen ontvangt voor allerlei schade, die door deze wet niet of slechts gedeeltelijk mocht hersteld zijn.

Texte actuel.

Tegenwoordige tekst.

ART. 12.

Pour le temps pendant lequel les titulaires, en raison des dommages visés par la présente loi, ont reçu des allocations soit de l'État, des provinces ou des communes, soit du Comité national de secours et d'alimentation, notamment par l'intermédiaire de l'Œuvre nationale des orphelins de la guerre et de la section « Aide et protection aux invalides de la guerre », les indemnités ne sont dues que défalcation faite des dites allocations.

ART. 12.

Voor den tijd, gedurende welken de rechthebbenden, wegens de bij deze wet bedoelde schade, uitkeeringen hebben ontvangen hetzij van den Staat, de provinciën of de gemeenten, hetzij van het Nationaal Comité voor Hulp en Voeding, met name door bemiddeling van het Nationaal Werk voor Oorlogsweezen en van de afdeeling « Hulp en Bescherming voor de Oorlogsinvaliden », zijn de vergoedingen slechts verschuldigd mits aftrek van die uitkeeringen.

ART. 13.

L'introduction d'une demande en réparation devant le tribunal des dommages de guerre entraîne renonciation à toute action contre l'État et les administrations publiques à raison des mêmes faits ou dommages.

Les sinistrés pourront, s'ils se trouvent dans les délais de l'article 8, et après désistement des actions qu'ils auraient introduites devant les tribunaux ordinaires et qui seraient encore pendantes, introduire devant les tribunaux des dommages de guerre les demandes en réparation basées sur la présente loi.

ART. 13.

Het instellen van eenen eisch tot herstel bij de rechtbank voor oorlogsschade brengt mede het afzien van elke vordering tegen den Staat en de openbare besturen wegens dezelfde feiten of schade.

Binnen de termijnen bepaald door artikel 8 en na te hebben afgezien van de vorderingen, welke zij bij de gewone rechtbanken mochten ingesteld hebben en welke nog aanhangig mochten zijn, kunnen de geteisterden de eischen tot herstel, op deze wet gegrond, bij de rechtbanken voor oorlogsschade instellen.

ART. 14.

L'article 57, alinéa 2, de l'arrêté-loi

ART. 14.

Artikel 57, lid, 2, van het besluit-wet

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

(L'article 14 est abrogé.)

(Artikel 14 wordt ingetrok-
ken.)

Texte actuel.

Tegenwoordige tekst.

du 23 octobre 1818 est remplacé par la disposition suivante :

Les décisions rendues en dernier ressort par les cours et tribunaux des dommages de guerre peuvent être l'objet d'un recours devant la Cour de cassation pour incompétence, excès de pouvoir ou violation de la loi, conformément au titre II du livre IV du Code de procédure civile et aux articles 80 et 88 de la loi du 27 Ventôse an VIII.

Les articles 116 à 120 de la loi du 12 avril 1894 sont applicables aux recours en cassation formés en vertu de l'alinéa précédent.

ART. 15.

Peut être déclaré déchu, en totalité ou en partie, du droit à indemnité celui qui par fraude aura obtenu ou tenté d'obtenir une indemnité supérieure à celle à laquelle il a droit.

La répétition des sommes induement perçues sera poursuivie, à la requête de l'État, devant les tribunaux civils.

L'action en répétition sera prescrite par un délai de deux ans à partir de la décision définitive sur la demande en réparation.

ART. 16.

Les décisions qui auraient été rendues avant la publication de la présente loi par des cours ou tribunaux des dommages de guerre sur des demandes relatives à des dommages visés dans la présente loi, seront revisées et complétées conformément à ses dispositions.

van 23 October 1918 wordt door de volgende bepaling vervangen :

Tegen de beslissingen, in hoogsten aanleg uitgesproken door de hoven en rechtbanken voor oorlogsschade, kan men, wegens onbevoegdheid, machtsverschrijding of schending der wet, zich in verbreking voorzien, overeenkomstig titel II, boek IV, van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering en de artikelen 80 en 88 der wet van 27 Ventôse jaar VIII.

De artikelen 116 tot 120 der wet van 12 April 1894 zijn van toepassing op elke voorziening in verbreking, krachtens het vorig lid ingediend.

ART. 15.

Van het recht op vergoeding kan geheel of gedeeltelijk vervallen verklaard worden hij, die eene hoogere vergoeding dan de vergoeding waarop hij recht heeft, op bedrieglijke wijze heeft bekomen of poogde te bekomen.

De terugvordering der ten onrechte ontvangen sommen wordt, op verzoek van den Staat, voor de burgerlijke rechtbanken vervolgd.

De eisch tot terugvordering verjaart door verloop van twee jaren te rekenen van de eindbeslissing over den eisch tot herstel.

ART. 16.

De beslissingen, vóór de bekendmaking dezer wet door hoven of rechtbanken voor oorlogsschade uitgesproken over elken eisch betreffende schade bij deze wet bedoeld, moeten overeenkomstig hare bepalingen herzien en aangevuld worden.

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

(L'article 16 est abrogé.)

(Art. 16 wordt ingetrokken.)

Texte actuel.

A cette fin, dans le mois de sa publication, les intéressés et le commissaire de l'Etat seront appelés pour être entendus en leurs observations et conclusions, au jour et à l'heure fixés par le président, devant la cour ou le tribunal qui a rendu la décision. La convocation sera faite par le greffier conformément à l'article 45 de l'arrêté-loi 25 octobre 1918.

ART. 17.

Un crédit non limitatif équivalant à l'annuité correspondant à un capital d'un milliard de francs est ouvert au gouvernement pour faire face aux dépenses occasionnées par l'exécution de la présente loi.

Tegenwoordige tekst.

Daartoe worden, binnen eene maand na hare bekendmaking, de belanghebbenden en de Staatscommissaris opgeroepen, op dag en uur door den voorzitter aangeduid, om hunne opmerkingen en besluiten te doen gelden voor het hof of de rechtbank die de beslissing uitgesproken heeft. De oproeping wordt door den griffier gedaan overeenkomstig artikel 45 van het besluit-wet van 25 October 1918.

ART. 17.

Een niet beperkend crediet van gelijk bedrag als de annuïteit tot aflossing van een kapitaal van een milliard frank, wordt aan de Regeering opengesteld tot bestrijding van de kosten, door de uitvoering dezer wet veroorzaakt.

Texte proposé par la Commission

Tekst voorgesteld door de Commissie.

(L'article 17 est abrogé.)

(Art. 17 wordt ingetrokken.)

Dispositions transitoires.

Overgangsbepalingen.

ART. 17^{ter}. — Les personnes qui n'étaient pas indemnisées par la loi du 10 juin 1919, doivent, pour bénéficier des dispositions de la présente loi, introduire leur demande en réparation, à peine de déchéance, dans les trois mois de la publication de la loi.

ART. 17^{ter}. — Zij, die geen vergoeding ontvingen krachtens de wet van 10 Juni 1919, moeten, om aanspraak te hebben op de voordeelen bepaald door de onderhadige wet, hunne aanvraag tot herstel, op straffe van vervallenverklaring, indienen binnen drie maanden na de bekendmaking der wet.

Texte actuel.

—

Tegenwoordige tekst.

—

—

—

Texte proposé par la Commission.

Ceux qui ont droit aux pensions et allocations prévues aux articles 2, 3, 4, 5 et 5^{bis} et dont les droits ont été réglés conformément à la loi du 10 juin 1919 par un jugement passé en force de chose jugée ne devront pas introduire de nouvelle demande pour obtenir le bénéfice des dispositions modifiées de ces articles. Les pensions permanentes ou temporaires qui leur ont été allouées en vertu de la loi du 10 juin 1919 seront par voie administrative révisées et mises en concordance avec les dispositions de la présente loi. Un arrêté royal déterminera les modalités de cette révision. L'intéressé pourra néanmoins se pourvoir contre la décision administrative par recours devant la Cour des dommages de guerre; il sera procédé devant elle conformément aux dispositions de la loi sur les cours et tribunaux de dommages de guerre.

ART. 17^{quater}. — Les sommes allouées en exécution de l'article 6 de la loi du 10 juin 1919, seront imputées sur celles qui seront accordées en exécution de l'article 6 de la présente loi.

ART. 17^{quinter}. — Si un dommage résultant d'un fait de guerre, notamment d'explosion de munitions, a produit après la dissolution des juridictions des dommages de guerre, la demande en réparation sera introduite, dans les délais prévus à l'article 8 ci-dessus, devant les tribunaux civils; elle y sera poursuivie comme affaire sommaire et urgente; le sinistré jouira du bénéfice de la procédure gratuite.

ARTICLE DEUXIÈME.

Les articles 14, 16 et 17 de la loi du 10 juin 1919 sont abrogés.

ARTICLE TROISIÈME.

Les dispositions de la loi du 10 juin 1919 non abrogées et celles de la présente loi seront coordonnées par arrêté royal et publiées au Moniteur.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

Zij, die aanspraak hebben op de pensioenen en uitkeeringen voorzien bij de artikelen 2, 3, 4, 5 en 5^{bis} en wier rechten overeenkomstig de wet van 10 Juni 1919 worden geregeld bij in kracht van gewijsde gegane vonnis, moeten geen nieuwe aanvraag indienen om het voordeel van de gewijzigde bepalingen dier artikelen te bekomen. De vaste of tijdelijke pensioenen, die hun verleend werden krachtens de wet van 10 Juni 1919, worden van bestuurswege herzien en in overeenstemming met de bepalingen van de onderhavige wet gebracht. De wijzen dier herziening worden bij Koninklijk besluit bepaald. De belanghebbende kan niettemin bij het Hof voor oorlogsschade in beroep komen van de beslissing van het bestuur; voor dit Hof wordt gehandeld overeenkomstig de bepalingen der wet op de hoven en rechtbanken voor oorlogsschade.

ART. 17^{quater}. — De sommen, uitgekeerd ter uitvoering van artikel 6 der wet van 10 Juni 1919, worden afgetrokken van die, welke ter uitvoering van artikel 6 der onderhavige wet worden toegekend.

ART. 17^{quinter}. — Wordt de schade wegens een oorlogsfeit, namelijk wegens het ontploffen van munitie, toegebracht na het onthouden van de rechtsmachten voor oorlogsschade, dan moet de aanvraag tot herstel, binnen de termijnen voorzien bij bovenstaand artikel 8, ingediend worden bij de burgerlijke rechtbanken; zij wordt er als kort en spoedeischend behandeld; het voordeel der kosteloze rechtspleging wordt aan den geteisterde verleend.

TWEDE ARTIKEL.

De artikelen 14, 16 en 17 der wet van 10 Juni 1919 worden ingetrokken.

DERDE ARTIKEL.

De niet ingetrokken bepalingen der wet van 10 Juni 1919 en die van de onderhavige wet zullen bij Koninklijk besluit samengeordend en in het Staatsblad bekendgemaakt worden.

2° D'accorder à ces catégories les *taux* de pension prévus à la loi sur les pensions militaires.

Des nécessités pratiques imposent cette manière de voir. Il faut reviser administrativement les jugements déjà rendus. Or, il y en a à l'heure actuelle une centaine de mille. Si l'on change le « moule » actuel, il sera impossible de les reviser administrativement, car il manquera les éléments pour ce faire dans les jugements existants et il faudrait que les tribunaux reprennent *tous* les jugements déjà rendus. Il est inutile d'insister sur le danger de pareille manière de faire et le trouble profond que la chose créerait.

Le législateur a établi quelles sont les catégories de victimes civiles à indemniser. La question qui surgit actuellement n'est qu'une question de *taux*. Il y a donc lieu de prendre pour base du travail la loi du 10 juin et de mettre les *taux* y accordés en rapport avec ceux qu'accorde la loi militaire aux mêmes catégories et en maintenant les principes favorables qui se trouvent inscrits à la loi du 10 juin. Ceux-ci peuvent d'ailleurs être considérés comme une compensation puisqu'ils ne se trouvent pas dans la loi militaire.

Les pensions militaires sont accordées par voie administrative, c'est-à-dire par des organismes permanents; elles peuvent donc à tout moment être révisées — tandis que les pensions à accorder aux victimes civiles de la guerre sont allouées aux intéressés par les tribunaux des dommages de guerre, c'est-à-dire des organismes essentiellement temporaires et destinés à disparaître dans un délai plus ou moins rapproché. Elles sont allouées par des « jugements » qui ont force de chose jugée et doivent donc être définitives. Il n'est donc pas possible de suivre en cette matière la loi sur les pensions militaires dans tous ses détails, il faut se borner à mettre en concordance les *taux* des pensions militaires et à les appliquer aux catégories d'ayants droit prévus par la loi du 10 juin 1910.

Examen des différentes catégories d'ayants droit prévus à la loi du 10 juin et auxquels il faut nécessairement appliquer les dispositions nouvelles.

1° Veuves et éventuellement veufs : Remplacer 800 par 1,500.

2° Enfants et petits-enfants : La loi militaire leur accorde une allocation jusqu'à l'âge de 18 ans, mais les principes en vertu desquels cette pension est accordée sont entièrement différents de ceux sur lesquels est basée la pension accordée aux enfants des civils.

C'est ainsi que les orphelins de militaires ne touchent personnellement la pension qu'à défaut de mère. Si celle-ci vit, c'est elle qui touche personnellement une majoration de pension fixée à 300 francs pour chaque enfant âgé de moins de 18 ans.

Toucher aux principes de la loi du 10 juin en cette matière entraîne nécessairement la revision de tous les jugements qui ont accordé des pensions aux orphelins et aussi la revision de tous les brevets de pension déjà émis par la Trésorerie.

Il y a donc lieu, pour mettre la loi civile en concordance avec la loi militaire dans les limites des possibilités, de maintenir le chiffre actuel de 300 francs et de hausser l'âge de 16 à 18 ans.

3° Ascendants : Les dispositions de la loi militaire pour cette catégorie d'ayants droit, sont également établies sur des bases tout à fait différentes de celles de la loi du 10 juin et introduire ces principes dans la loi, serait aussi amener un bouleversement qui nécessiterait la revision intégrale de tous les jugements rendus en cause d'ascendants. Il y aurait donc lieu de hausser le taux actuel et de la porter de 600 à 800 francs pour le père et la mère conjointement, c'est-à-dire 400 francs par tête au lieu de 300 francs par tête.

En cas de prédécès du père, la mère de la victime civile touche 800 francs.

Ces dispositions sont analogues à celles prévues à la loi du 23 novembre 1919.

4° Frères et sœurs : Les dispositions de la loi militaire en ce qui regarde les frères et sœurs ne peuvent pas être introduites dans la loi sur les pensions civiles. En effet, elles prévoient que les frères et sœurs âgés de moins de 16 ans ou infirmes touchent à défaut de père et mère une allocation égale à celle que touche la grand'mère seule, c'est-à-dire 600 francs.

An cas où il y aurait plus de deux frères et sœurs, ceux-ci ne toucheraient plus la somme de 300 francs par tête qu'accordait la loi du 10 juin.

Il y a donc lieu de maintenir les dispositions actuelles de la loi du 10 juin et d'accorder jusqu'à l'âge de 16 ans une somme de 300 francs par tête.

Pour achever l'œuvre d'assimilation des victimes civiles aux victimes militaires, nous nous proposons d'ajouter à la loi actuelle un article 5^{bis} qui n'est que la reproduction à peu près littérale de l'article 26 de la loi sur les pensions militaires.

On s'est parfois demandé si le droit aux pensions accordées par la loi sur les dommages aux victimes locales de la guerre pouvait se cumuler avec les droits que pourraient avoir certaines personnes du chef d'autres pensions. Par exemple, si la veuve d'un fonctionnaire, jouissant déjà d'une pension, pouvait cumuler celle-ci et celle prévue par l'article 5 de la loi en discussion. La réponse ne peut être un instant douteuse. Ce droit existe dans les limites de la loi.

De même existe le droit de jouir d'une allocation pour invalidité en même temps que d'un traitement ou d'un salaire.

Les articles 6 et suivants de la loi ne pouvant donner lieu à aucune difficulté d'interprétation et n'étant qu'une adaptation de celle-ci à la législation actuelle, il nous sera permis de ne pas nous y attarder.

Le Rapporteur,
DE LIEDEKERKE.

Le Président,
A. MECHELYNCK.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 9 JUNI 1921.

- 1° Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 6 der wet van 10 Juni 1919 op het herstel te verleenen aan de burgerlijke slachtoffers van den oorlog.
 - 2° Wetsvoorstel op de vergoedingen toe te kennen aan de burgerlijke slachtoffers van den oorlog ⁽¹⁾.
-

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER DE LIEDEKERKE.

MIJNE HEEREN,

De heer de Wouters d'Oplinter, die, in Maart 1919, verslag uitbracht over de wet op de schadevergoeding te verleenen aan de burgerlijke slachtoffers van den oorlog, liet voorzien dat deze eerlang zou moeten gewijzigd worden.

Hij gaf ook aan in welken zin deze wijziging zou moeten geschieden. Volgens hem zou de gelijkstelling van de burgerlijke slachtoffers met de militaire slachtoffers zich « binnen een kort tijdbestek opdringen ».

Hij heeft klaar gezien. Reeds in 1920 zagen twee wetsvoorstellen het licht. Zij gingen uit van twee gansch verschillende groepen der Kamer, doch hadden beide dezelfde strekking. Het eene werd ingediend door de heeren Van Caenegem c. s., het andere door de heeren Berloz c. s.

De Middenafdeeling, die gelast was beide wetsvoorstellen te onderzoeken, wenschte vooreerst te weten of de *Regeering* niet vanzins was, aan de betermaking der huidige wet mede te werken. Dewijl daarop bevestigend werd geantwoord, zoo hebben het Departement van Economische Zaken en van Landsverdediging zich met elkaar in betrekking gesteld om het ontwerp op te maken, dat thans aan uwe behandeling is onderworpen.

(1) Wetsvoorstellen, n^{rs} 308 en 484 van 1919-1920.

(2) De Commissie, voorgezeten door de heer MECHelynck, bestond uit de heeren BERLOZ, BRUGMANN, DE LIEDEKERKE, ELBERS, PIRARD en PONCELET.

De medewerking van het Departement van Landsverdediging was noodig, daar het eenparig was beslist geworden, bij het op te maken ontwerp zooveel mogelijk de bepalingen der wet op de militaire pensioenen te behouden.

Het werk, dat wij u aanbieden, is, zoo min als gelijk welk menschenwerk, volmaakt, doch het is het gevolg van die goede samenwerking en wij hopen dat de Kamer en het Land zullen beseffen dat het de uiterste grens is, tot waar in de huidige omstandigheden kan worden gegaan.

Sommigen kunnen wellicht doen opmerken dat de gelijkstelling tusschen de burgerlijke en de militaire oorlogsslachtoffers niet volstrekt is; zij hebben gelijk, doch zij moeten weten dat, zoo het aanpassingswerk niet vollediger is, dit alleen te wijten is aan de wet van 10 Juni 1919 en aan dezer toepassing.

Deze wet, welke reeds op de groote meerderheid der geteisterden werd toegepast, stelt beginselen voorop, welke zoozeer verschillen van die welke nadien werden aangenomen door de wet op de militaire pensioenen, dat men had moeten inbreuk maken op rechten, die krachtens eene wet verworven en door vonnissen bekrachtigd waren.

Onderzoek der artikelen.

Voor het overige blijft de tekst zooals hij thans is vastgesteld voor de paragraaf 1^o, behalve dat men het cijfer 2,400 moet vervangen door het cijfer 2,880, dit is het cijfer voorzien voor de pensioenen der militairen gekwetst *tijdens* den dienst en niet wegens *het feit* van den dienst. Dit cijfer van 2,880 frank is het pensioen van 3,600 frank voorzien bij de wet van 23 November (artikel 12) en verminderd met één vijfde.

ART. 2. — Eene nieuwe bepaling wordt u voorgesteld door de Middenafdeeling, om de burgers die zich bijzonder hebben onderscheiden, die een moed aan den dag legden welken men in zekere gevallen zou kunnen vergelijken aan den moed van de frontsoldaten, op gelijken voet met deze laatsten te behandelen. Welke zijn de schitterende daden die kunnen recht geven op die vereerende behandeling? Het gerecht zal dit uitmaken. Elke vaderlandsche daad kan aan den betrokene deze gunst bezorgen; nochtans heeft de Middenafdeeling het wijs geoordeeld te bepalen dat de gedeporteerde haar kan bekomen door zijn onberispelijk gedrag.

§ 3. De militaire wet bepaalt dat de herziening van de toegestane vergoedingen kan geschieden binnen vijf jaar. Ten aanzien van het voorloopig karakter der rechtbanken voor oorlogsschade, moet die termijn bekort worden.

ART. 5. — Het is dus volstrekt noodig, de twee groote beginselen van de u voorgelegde wet, namelijk het beginsel van het cumuleeren en het beginsel van den steun, te behouden; stelt men die thans ter zijde, dan zou men twee soorten van slachtoffers maken, daar deze beginselen niet in de militaire wet zijn neergelegd.

Men moet voor dit behoud, ten andere, niet buitenmate bevreesd zijn.

De geheele gelijkstelling van de burgerlijke slachtoffers met de militaire slacht-

ANNEXE AU N° 354.

**REVISION DE LA LOI DU 10 JUIN 1919 SUR LES RÉPARATIONS
A ACCORDER AUX VICTIMES CIVILES DE LA GUERRE.**

TEXTE DE LA LOI DU 10 JUIN 1919

ET

TEXTE PROPOSÉ PAR LA COMMISSION

BIJLAGE VAN N° 354.

**HERZIENING DER WET VAN 10 JUNI 1919
OP HET HERSTEL TE VERLEENEN
AAN DE BURGERLIJKE SLACHTOFFERS VAN DEN OORLOG.**

TEKST DER WET VAN 10 JUNI 1919

EN

TEKST VOORGESTELD DOOR DE COMMISSIE

Texte actuel.**ARTICLE PREMIER.**

Est réglée conformément à la présente loi, la réparation des dommages causés aux Belges qui n'appartiennent pas à l'armée, par décès, blessures, maladies ou infirmités survenues en suite de mesures ou de faits de guerre qui donneraient droit à indemnité en cas de préjudice subi dans les biens, réserve faite du droit de la nation et des particuliers de poursuivre la réparation des actes contraires au droit des gens commis par les puissances ennemies, leurs agents ou ressortissants.

Sont exclus de la réparation les dommages subis par les personnes ayant accepté, sans y être contraintes, de travailler pour l'ennemi.

ART. 2.

Lorsque le fait dommageable a été la cause d'une incapacité permanente de travail d'au moins 10 %, la victime a droit, à partir du jour où le dommage se manifeste à une allocation annuelle fixée, à raison du degré d'invalidité, sur la base d'un maximum de 2,400 francs pour l'incapacité totale.

Le degré d'invalidité est évalué d'après un barème à établir par arrêté royal.

Tegenwoordige tekst.**EERSTE ARTIKEL.**

Wordt overeenkomstig deze wet geregeld het herstel der schade, aan de niet tot het leger behoorende Belgen berokkend door overlijden, verwondingen, ziekten of lichaamsgebreken, zijnde het gevolg van maatregelen of oorlogsfeiten welke recht zouden geven op vergoeding in geval van nadeel ondergaan in de goederen, onder voorbehoud van het recht der Natie en der private personen tot vervolging van het herstel der met het volkenrecht strijdige daden gepleegd door de vijandelijke mogendheden, hare aangestelden of onderdanen.

Is niet vatbaar voor herstel de schade berokkend aan de personen die, zonder daartoe gedwongen te zijn, er in toestemden voor den vijand te arbeiden.

ART. 2.

Heeft het schadelijk feit eene voortdurende ongeschiktheid tot werken van minstens 10 t. h. veroorzaakt, dan heeft het slachtoffer recht, vanaf den dag waarop de schade zich openbaart, op eene jaarlijksche uitkeering, volgens den graad van invaliditeit bepaald naar den grondslag van ten hoogste 2,400 frank voor de geheele ongeschiktheid.

De graad van invaliditeit wordt berekend naar eenen bij Koninklijk besluit vast te stellen standaard.

Texte proposé par la Commission

Tekst voorgesteld door de Commissie

ARTICLE PREMIER. — Les modifications ci-après sont apportées à la loi du 10 juin 1919 sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre.

EERSTE ARTIKEL. — De navolgende wijzigingen worden gebracht in de wet van 10 Juni 1919 op het herstel te verleen aan de slachtoffers van den oorlog.

ART. 2. — Lorsque le fait dommageable a été la cause d'une incapacité permanente de travail d'au moins 10 %, la victime a droit, à partir du jour où le dommage se manifeste, à une allocation annuelle fixée, à raison du degré d'invalidité, sur la base d'un maximum de 2,880 francs pour l'incapacité totale. *Ce chiffre est porté à 3,600 francs si le dommage est la conséquence d'un acte patriotique accompli par la victime; est considéré comme tel, la déportation subie dans les conditions prévues à l'article 6.*

Le degré d'invalidité est évalué d'après le barème appliqué aux invalides militaires.

La demande en révision des indemnités fondée sur une aggravation ou une atténuation de l'infirmité de la victime est ouverte pendant 2 ans à partir du jugement.

ART. 2. — Heeft het schadelijk feit eene voortdurende ongeschiktheid tot werken van minstens 10 t. h. veroorzaakt, dan heeft het slachtoffer recht, vanaf den dag waarop de schade zich openbaart, op eene jaarlijksche uitkeering, volgens den graad van invaliditeit bepaald naar den grondslag van ten hoogste 2,880 frank voor de geheele ongeschiktheid. *Dit cijfer wordt tot op 3,600 frank gebracht, indien de schade het gevolg is van eene vaderlandsche handeling verricht door het slachtoffer; als zoodanig wordt aangezien de wegvoering onder de omstandigheden voorzien bij artikel 6.*

De graad van invaliditeit wordt berekend naar den standaard, die geldt voor de invalide militairen.

De vraag tot herziening van de vergoedingen, gegrond op eene verergering of eene vermindering van het lichaamsgebrek van het slachtoffer, kan worden ingediend gedurende twee jaar vanaf het vonnis.

Texte actuel.

ART. 3.

Il est accordé à la victime une majoration d'allocation annuelle, par enfant âgé de moins de 16 ans, au moment du fait dommageable.

Cette majoration est fixée à raison du degré d'invalidité, sur la base d'un maximum de 300 francs par enfant en cas d'incapacité totale.

Elle prend fin lorsque l'enfant accomplit sa seizième année.

Les enfants naturels ne sont pris en considération, pour l'application de la présente loi, que s'ils ont été reconnus ou si le nom de la mère est mentionné dans l'acte de naissance.

ART. 4.

Si le fait dommageable a été la cause d'une incapacité temporaire dépassant trente jours, l'allocation sera calculée sur les bases déterminées aux articles 2 et 3 pour la durée de cette incapacité.

L'allocation prend cours, en ce cas, à l'expiration de ce délai. Elle peut être renouvelée, une ou plusieurs fois, à la demande du titulaire, pourvu que cette demande soit introduite dans le délai de trois ans à dater de la première décision; elle peut alors être majorée ou diminuée.

Même au cas où la durée de l'invalidité ne dépasserait pas trente jours, les frais d'hospitalisation et les frais médicaux seront remboursés.

Tegenwoordige tekst

ART. 3.

Voor elk kind beneden 16 jaar, op het oogenblik van het schadelijk feit, wordt aan het slachtoffer eene verhooging van jaarlijksche uitkeering toegekend.

Deze verhooging wordt, volgens den graad van invaliditeit, bepaald naar den grondslag van ten hoogste 300 frank per kind in geval van geheele ongeschiktheid.

Zij vervalt, wanneer het kind den leeftijd van 16 jaar bereikt.

Voor de toepassing van deze wet komen de natuurlijke kinderen alleen dan in aanmerking wanneer zij erkend werden of wanneer de naam der moeder in de geboorteakte is vermeld.

ART. 4.

Heeft het schadelijk feit eene tijdelijke ongeschiktheid van meer dan dertig dagen veroorzaakt, dan wordt de uitkeering berekend naar de grondslagen, bij de artikelen 2 en 3 vastgesteld voor den duur dier ongeschiktheid.

In dit geval is de uitkeering verschuldigd na het verstrijken van dien termijn. Zij kan, op aanvraag van den rechthebbende, een of meerdere malen vernieuwd worden, mits deze aanvraag ingediend wordt binnen den termijn van drie jaar te rekenen van de eerste beslissing; zij kan alsdan verhoogd of verminderd worden.

De kosten van verpleging en de geneeskundige kosten worden terugbetaald, zelfs wanneer de duur der invaliditeit niet dertig dagen mocht overschrijden.

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

Art. 3. — Il est accordé à la victime une majoration d'allocation annuelle, par enfant âgé de moins de dix-huit ans au moment du fait dommageable.

Cette majoration est fixée à raison du degré d'invalidité, sur la base d'un maximum de 300 francs par enfant en cas d'incapacité totale.

Elle prend fin lorsque l'enfant accomplit sa dix-huitième année.

Les enfants naturels ne sont pris en considération, pour l'application de la présente loi, que s'ils ont été reconnus ou si le nom de la mère est mentionné dans l'acte de naissance.

Art. 3. — Voor elk kind beneden achttien jaar, op het oogenblik van het schadelijk feit, wordt aan het slachtoffer eene verhooging van jaarlijksche uitkeering toegekend.

Deze verhooging wordt, volgens den graad van invaliditeit, bepaald naar den grondslag van ten hoogste 300 frank per kind in geval van geheele ongeschiktheid.

Zij vervalt, wanneer het kind den leeftijd van achttien jaar bereikt.

Voor de toepassing van deze wet komen de natuurlijke kinderen alleen dan in aanmerking wanneer zij erkend werden of wanneer de naam der moeder in de geboorteakte is vermeld.

Texte actuel.

Tegenwoordige tekst.

ART. 5.

ART. 5.

Lorsque le fait dommageable a causé la mort de la victime, il est accordé les indemnités suivantes :

Heeft het schadelijk feit den dood van het slachtoffer veroorzaakt, dan worden de volgende vergoedingen verleend :

1° Une allocation annuelle de 800 francs au conjoint non divorcé ni séparé de corps; toutefois, le veuf n'a droit à cette allocation que si la victime était son soutien;

1° Eene jaarlijksche uitkeering van 800 frank aan den noch uit den echt noch van tafel en bed gescheiden echtgenoot; de weduwnaar heeft echter alleen dan recht op die uitkeering wanneer het slachtoffer zijn kostwinner was;

2° Une allocation annuelle de 300 francs par tête :

2° Eene jaarlijksche uitkeering van 300 frank per hoofd :

a) Aux enfants légitimes et aux enfants naturels, les uns et les autres âgés de moins de 16 ans;

a) Aan de wettige kinderen en aan de natuurlijke kinderen, beiden beneden zestien jaar;

b) Aux petits-enfants, âgés de moins de 16 ans dont la victime était le soutien;

b) Aan de kleinkinderen beneden zestien jaar, waarvan het slachtoffer de kostwinner was;

c) Aux ascendants dont la victime était ou devait naturellement devenir le soutien;

c) Aan de bloedverwanten in de opgaande linie, waarvan het slachtoffer de kostwinner was of natuurlijk worden moest;

d) Aux frères et sœurs, âgés de moins de 16 ans dont la victime était le soutien.

d) Aan de broeders en zusters beneden 16 jaar, waarvan het slachtoffer de kostwinner was.

Les indemnités attribuées sous les littéras a, b, d cesseront lorsque les bénéficiaires ont accompli leur seizième année.

De bij littera's a, b en d toegekende vergoedingen vervallen, wanneer de rechthebbenden den leeftijd van zestien jaar hebben bereikt.

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

Art. 3. — Lorsque le fait dommageable a causé la mort de la victime, il est accordé les indemnités suivantes :

Art. 3. — Heeft het schadelijk feit den dood van het slachtoffer veroorzaakt, dan worden de volgende vergoedingen verleend :

1° Une allocation annuelle de mille cinq cents francs au conjoint non divorcé ni séparé de corps; toutefois, le veuf n'a droit à cette allocation que si la victime était son soutien;

1° Eene jaarlijksche uitkeering van duizend vijfhonderd frank aan den noch uit den echt noch van tafel en bed gescheiden echtgenoot; de weduwnaar heeft echter alleen dan recht op die uitkeering wanneer het slachtoffer zijn kostwinner was;

2° Une allocation annuelle de trois cents francs par tête :

2° Eene jaarlijksche uitkeering van driehonderd frank per hoofd :

a) Aux enfants légitimes et aux enfants naturels, les uns et les autres âgés de moins de dix-huit ans;

a) Aan de wettige kinderen en aan de natuurlijke kinderen, beiden beneden achttien jaar;

b) Aux petits-enfants, âgés de moins de dix-huit ans dont la victime était le soutien;

b) Aan de kleinkinderen beneden achttien jaar, waarvan het slachtoffer de kostwinner was.

Les indemnités cessent lorsque les bénéficiaires ont accompli leur dix-huitième année.

De vergoedingen vervallen, wanneer de rechthebbenden den leeftijd van achttien jaar hebben bereikt.

3° Une allocation annuelle de quatre cents francs par tête, aux ascendants dont la victime était ou devait naturellement devenir le soutien. *En cas de prédécès du père ou du grand-père, la mère ou la grand-mère de la victime recevra la somme de huit cents francs.*

3° Eene jaarlijksche uitkeering van vierhonderd frank per hoofd aan de de bloedverwanten in de opgaande linie, waarvan het slachtoffer de kostwinner was of natuurlijk worden moest. *Bij vooroverlijden van den vader of van den grootvader ontvangt de moeder of de grootmoeder de som van achthonderd frank.*

4° Une allocation annuelle de trois cents francs aux frères et sœurs, âgés de moins de seize ans dont la victime était le soutien.

Eene jaarlijksche uitkeering van driehonderd frank aan de broeders en zusters beneden zestien jaar, waarvan het slachtoffer de kostwinner was.

Les indemnités cessent lorsque le bénéficiaire a accompli sa seizième année.

De vergoedingen vervallen, wanneer de rechthebbende den leeftijd van zestien jaar heeft bereikt.

Art. 5^{bis}. — *Les droits des ascendants sont ouverts à la personne qui justifie avoir recueilli, élevé et entretenu un enfant, et avoir remplacé ses parents auprès de lui.*

Art. 5^{bis}. — *De persoon, die bewijst dat hij een kind bij zich opgenomen, grootgebracht en onderhouden heeft en dat hij voor dit kind zijne ouders heeft vervangen, kan aanspraak maken op de rechten der bloedverwanten in de opgaande linie.*

Texte actuel.

ART. 6.

Il peut être accordé une somme de 150 francs aux déportés qui ont été soumis au travail obligatoire pendant plus de trois mois sans rémunération correspondante.

ART. 7.

Les allocations sont accordées par les juridictions des dommages de guerre instituées par l'arrêté-loi du 23 octobre 1918.

Il sera fait application de toutes les dispositions des titres II et III dudit arrêté-loi, non contraires à la présente loi.

ART. 8.

La demande doit être formée, à peine de déchéance, dans les trois mois de la présente loi ou, si le fait dommageable est postérieur à cette mise en vigueur, dans les trois mois à dater de ce fait.

Toutefois, les tribunaux de dommages de guerre pourront relever l'intéressé de la déchéance encourue à raison de l'inobservation du délai s'il est établi que celle-ci provient d'une cause indépendante de sa volonté.

ART. 9.

Lorsque la cause n'est pas en état, le tribunal peut accorder même d'office une allocation provisionnelle.

Si la provision dépasse le montant de l'allocation définitive, il n'y a pas lieu à répétition de la différence.

Tegenwoordige tekst.

ART. 6.

Aan de weggevoerden, die gedurende meer dan drie maand aan gedwongen arbeid werden onderworpen zonder overeenkomstige bezoldiging, kan eene som van 150 frank verleend worden.

ART. 7.

De uitkeeringen worden verleend door de rechtsmachten voor oorlogsschade, ingesteld bij het besluit-wet van 23 October 1918.

Al de bepalingen van de titels II en III van gemeld besluit-wet, welke niet in strijd zijn met deze wet, worden toegepast.

ART. 8.

De aanvraag moet, op straffe van vervallenverklaring, ingediend worden binnen drie maanden na het in werking treden van deze wet ofwel, indien het schadelijk feit na dit in werking treden zich vóórdeed, binnen drie maanden te rekenen van dit feit.

De rechtbanken voor oorlogsschade kunnen echter den belanghebbende ontheffen van het verval wegens niet-inachtneming van den termijn, zoo het bewezen is dat deze het gevolg is van eene oorzaak onafhankelijk van zijnen wil.

ART. 9.

Wanneer de zaak niet in staat van wijzen is, kan de rechtbank, zelfs ambtshalve, eene uitkeering bij voorraad verleen.

Overschrijdt de bij voorraad verleende uitkeering het bedrag van de voorgoed verleende uitkeering, dan kan het verschil niet teruggevorderd worden.

Texte proposé par la Commission.

ART. 6. — Il est accordé une somme de cinquante francs par mois de déportation aux déportés qui ont été soumis sans rémunération correspondante au travail obligatoire ou qui s'y sont constamment refusés.

ART. 7. — Les allocations sont accordées par les juridictions des dommages de guerre instituées par la loi sur les cours et tribunaux des dommages de guerre du 20 avril 1920.

Il sera fait application de toutes les dispositions des titres I, II, III et IV de cette loi, non contraires à la présente loi.

ART. 8. — La demande en réparation doit être formée, à peine de déchéance dans les trois mois de la publication de la présente loi ou, si le fait dommageable est postérieur à cette publication dans les six mois à dater de ce fait.

Toutefois, les tribunaux de dommages de guerre peuvent relever l'intéressé de la déchéance encourue en raison de l'inobservation du délai s'il est établi que celle-ci provient d'une cause indépendante de sa volonté.

ART. 9^{bis}. — Les allocations annuelles prévues aux articles 2, 3 et 5 de la présente loi sont, au point de vue de la liquidation, assimilées aux pensions civiles. Elles sont acquises par trimestre et payables anticipativement.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 6. — Aan de weggevoerden, die aan gedwongen arbeid werden onderworpen zonder overeenkomstige bezoldiging of die voortdurend hebben geweigerd dien te verrichten, wordt eene som van vijftig frank verleend voor elke maand wegvoering.

ART. 7. — De uitkeeringen worden verleend door de rechsmachten voor oorlogsschade, ingesteld bij de wet op de hoven en rechtbanken voor oorlogsschade, dd. 20 April 1920.

Al de bepalingen van de titels I, II, III en IV van gemelde wet, welke niet in strijd zijn met deze wet, zijn van toepassing.

ART. 8. — De aanvraag tot herstel moet, op straffe van vervallenverklaring, ingediend worden binnen drie maanden na de bekendmaking van deze wet ofwel, indien het schadelijk feit na die bekendmaking zich voordeed, binnen zes maanden te rekenen van dit feit.

De rechtbanken voor oorlogsschade kunnen echter den belanghebbende ontheffen van het verval wegens niet-inachtneming van den termijn, zoo het bewezen is dat deze het gevolg is van eene oorzaak onafhankelijk van zijnen wil.

ART. 9^{bis}. — De jaarlijksche uitkeeringen, voorzien bij de artikelen 2, 3 en 5 dezer wet, worden, wat de vereffening betreft, met de burgerlijke pensioenen gelijkgesteld. Zij worden verleend per trimester en zijn vooruit betaalbaar.

Texte actuel.

Tegenwoordige tekst.

ART. 10.

Les indemnités allouées en vertu de la présente loi ne sont cessibles ni saisissables que pour cause d'obligation alimentaire légale.

ART. 10.

De krachtens deze wet verleende vergoedingen kunnen alleen wegens wettelijk verschuldigde kosten van onderhoud afgestaan en in beslag genomen worden.

ART. 11.

Le bénéfice de la présente loi ne peut être cumulé avec celui des dispositions de droit commun relatives à la responsabilité des pouvoirs publics.

ART. 11.

Het voorrecht van deze wet en dit van de bepalingen van het gemeene recht betreffende de aansprakelijkheid der openbare machten kunnen niet te gelijk worden verleend.

Toutefois, l'allocation et le paiement d'une indemnité ne s'opposent pas à la participation des intéressés dans l'attribution des sommes que l'État aura recouvrés en vertu des conventions et des traités pour les dommages de toute nature qui n'auraient pas été réparés ou qui ne l'auraient été que partiellement par la présente loi.

De toekenning en de betaling eener vergoeding beletten echter niet dat aan de belanghebbenden een aandeel wordt gegeven in de verdeling der sommen, welke de Staat krachtens de overeenkomsten en verdragen ontvangt voor allerlei schade, die door deze wet niet of slechts gedeeltelijk mocht hersteld zijn.

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 10. — Les indemnités allouées en vertu de la présente loi ne sont cessibles ni saisissables que pour cause d'obligation alimentaire légale et de débet envers l'État.

ART. 10. — De krachtens deze wet verleende vergoedingen kunnen alleen wegens wettelijk verschuldigde kosten van onderhoud en wegens schulden aan den Staat afgestaan en in beslag genomen worden.

ART. 11. — Le bénéfice de la présente loi ne peut être cumulé avec celui des dispositions de droit commun relatives à la responsabilité des pouvoirs publics, ni avec celui des titres II, III et IV (2^e et 3^e sections) de la loi du 23 novembre 1919 sur les pensions militaires.

ART. 11. — Het voorrecht van deze wet, alsmede dit van de bepalingen van het gemeene recht betreffende de aansprakelijkheid der openbare machten en dit der titels II, III en IV (2^e en 3^e afdeling) der wet van 23 November 1919 op de militaire pensioenen kunnen niet te gelijk worden verleend.

Les bénéficiaires de cette dernière loi qui auraient obtenu une pension ou une allocation accordée par jugement d'un tribunal des dommages de guerre, pourront opter entre cette pension ou cette allocation et celle qui pourrait leur être allouée en vertu de la loi du 23 novembre 1919 précitée.

Zij, die het voorrecht der laatst gemelde wet genieten en een pensioen ofwel eene uitkeering, verleend bij vonnis eener rechtbank voor oorlogsschade, mochten bekomen hebben, kunnen kiezen tusschen dit pensioen of die uitkeering en die, welke hun krachtens voormelde wet van 23 November 1919 zou kunnen verleend worden.

Les pensions ou allocations accordées par application de cette dernière loi sont dans ce cas diminuées du montant des allocations octroyées par jugement d'un tribunal des dommages de guerre à dater du jour où la pension accordée au titre militaire prend cours.

De pensioenen of uitkeeringen verleend bij toepassing van deze laatste wet worden, in dit geval, verminderd met het bedrag der uitkeeringen, bij vonnis eener rechtbank voor oorlogsschade toegekend, vanaf den dag waarop het pensioen, om militaire redenen verleend, een aanvang neemt.

L'allocation et le paiement d'une indemnité ne s'opposent pas à la participation des intéressés dans l'attribution des sommes que l'État aura recouvrées en vertu des conventions et des traités pour les dommages de toute nature qui n'auraient pas été réparés ou qui ne l'auraient été que partiellement par la présente loi.

De toekenning en de betaling eener vergoeding beletten echter niet dat aan de belanghebbenden een aandeel wordt gegeven in de verdeeling der sommen, welke de Staat krachtens de overeenkomsten en verdragen ontvangt voor allerlei schade, die door deze wet niet of slechts gedeeltelijk mocht hersteld zijn.

Texte actuel.

Tegenwoordige tekst.

ART. 12.

ART. 12.

Pour le temps pendant lequel les titulaires, en raison des dommages visés par la présente loi, ont reçu des allocations soit de l'État, des provinces ou des communes, soit du Comité national de secours et d'alimentation, notamment par l'intermédiaire de l'Œuvre nationale des orphelins de la guerre et de la section « Aide et protection aux invalides de la guerre », les indemnités ne sont dues que déduction faite des dites allocations.

Voor den tijd, gedurende welken de rechthebbenden, wegens de bij deze wet bedoelde schade, uitkeeringen hebben ontvangen hetzij van den Staat, de provinciën of de gemeenten, hetzij van het Nationaal Comité voor Hulp en Voeding, met name door bemiddeling van het Nationaal Werk voor Oorlogsweezen en van de afdeling « Hulp en Bescherming voor de Oorlogsinvaliden », zijn de vergoedingen slechts verschuldigd mits aftrek van die uitkeeringen.

ART. 13.

ART. 13.

L'introduction d'une demande en réparation devant le tribunal des dommages de guerre entraîne renonciation à toute action contre l'État et les administrations publiques à raison des mêmes faits ou dommages.

Les sinistrés pourront, s'ils se trouvent dans les délais de l'article 8, et après désistement des actions qu'ils auraient introduites devant les tribunaux ordinaires et qui seraient encore pendantes, introduire devant les tribunaux des dommages de guerre les demandes en réparation basées sur la présente loi.

Het instellen van eenen eisch tot herstel bij de rechtbank voor oorlogsschade brengt mede het afzien van elke vordering tegen den Staat en de openbare besturen wegens dezelfde feiten of schade.

Binnen de termijnen bepaald door artikel 8 en na te hebben afgezien van de vorderingen, welke zij bij de gewone rechtbanken mochten ingesteld hebben en welke nog aanhangig mochten zijn, kunnen de geteisterden de eischen tot herstel, op deze wet gegrond, bij de rechtbanken voor oorlogsschade instellen.

ART. 14.

ART. 14.

L'article 57, alinéa 2, de l'arrêté-loi

Artikel 57, lid. 2, van het besluit-wet

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

(L'article 14 est abrogé.)

(Artikel 14 wordt ingetrokken.)

Texte actuel.

Tegenwoordige tekst.

du 23 octobre 1818 est remplacé par la disposition suivante :

Les décisions rendues en dernier ressort par les cours et tribunaux des dommages de guerre peuvent être l'objet d'un recours devant la Cour de cassation pour incompétence, excès de pouvoir ou violation de la loi, conformément au titre II du livre IV du Code de procédure civile et aux articles 80 et 88 de la loi du 27 Ventôse an VIII.

Les articles 116 à 120 de la loi du 12 avril 1894 sont applicables aux recours en cassation formés en vertu de l'alinéa précédent.

ART. 15.

Peut être déclaré déchu, en totalité ou en partie, du droit à indemnité celui qui par fraude aura obtenu ou tenté d'obtenir une indemnité supérieure à celle à laquelle il a droit.

La répétition des sommes induement perçues sera poursuivie, à la requête de l'Etat, devant les tribunaux civils.

L'action en répétition sera prescrite par un délai de deux ans à partir de la décision définitive sur la demande en réparation.

ART. 16.

Les décisions qui auraient été rendues avant la publication de la présente loi par des cours ou tribunaux des dommages de guerre sur des demandes relatives à des dommages visés dans la présente loi, seront révisées et complétées conformément à ses dispositions.

van 23 October 1918 wordt door de volgende bepaling vervangen :

Tegen de beslissingen, in hoogsten aanleg uitgesproken door de hoven en rechtbanken voor oorlogsschade, kan men, wegens onbevoegdheid, machtsoverschrijding of schending der wet, zich in verbreking voorzien overeenkomstig titel II, boek IV, van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering en de artikelen 80 en 88 der wet van 27 Ventôse jaar VIII.

De artikelen 116 tot 120 der wet van 12 April 1894 zijn van toepassing op elke voorziening in verbreking, krachtens het vorig lid ingediend.

ART. 15.

Van het recht op vergoeding kan geheel of gedeeltelijk vervallen verklaard worden hij, die eene hoogere vergoeding dan de vergoeding waarop hij recht heeft, op bedrieglijke wijze heeft bekomen of poogde te bekomen.

De terugvordering der ten onrechte ontvangen sommen wordt, op verzoek van den Staat, voor de burgerlijke rechtbanken vervolgd.

De eisch tot terugvordering verjaart door verloop van twee jaren te rekenen van de eindbeslissing over den eisch tot herstel.

ART. 16.

De beslissingen, vóór de bekendmaking dezer wet door hoven of rechtbanken voor oorlogsschade uitgesproken over elken eisch betreffende schade bij deze wet bedoeld, moeten overeenkomstig hare bepalingen herzien en aangevuld worden.

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie

(L'article 16 est abrogé.)

(Art. 16 wordt ingetrokken.)

Texte actuel.

Tegenwoordige tekst.

A cette fin, dans le mois de sa publication, les intéressés et le commissaire de l'Etat seront appelés pour être entendus en leurs observations et conclusions, au jour et à l'heure fixés par le président, devant la cour ou le tribunal qui a rendu la décision. La convocation sera faite par le greffier conformément à l'article 43 de l'arrêté-loi 25 octobre 1918.

ART. 17.

Un crédit non limitatif équivalant à l'annuité correspondant à un capital d'un milliard de francs est ouvert au gouvernement pour faire face aux dépenses occasionnées par l'exécution de la présente loi.

Daartoe worden, binnen eene maand na hare bekendmaking, de belanghebbenden en de Staatscommissaris opgeroepen, op dag en uur door den voorzitter aangeduid, om hunne opmerkingen en besluiten te doen gelden voor het hof of de rechtbank die de beslissing uitgesproken heeft. De oproeping wordt door den griffier gedaan overeenkomstig artikel 43 van het besluit-wet van 25 October 1918.

ART. 17.

Een niet beperkend crediet van gelijk bedrag als de annuïteit tot aflossing van een kapitaal van een milliard frank, wordt aan de Regeering opengesteld tot bestrijding van de kosten, door de uitvoering dezer wet veroorzaakt.

Texte proposé par la Commission

Tekst voorgesteld door de Commissie.

(L'article 17 est abrogé.)

(Art. 17 wordt ingetrokken.)

Dispositions transitoires.

Overgangsbepalingen.

ART. 17^{ter}. — Les personnes qui n'étaient pas indemnisées par la loi du 10 juin 1919, doivent, pour bénéficier des dispositions de la présente loi, introduire leur demande en réparation, à peine de déchéance, dans les trois mois de la publication de la loi.

ART. 17^{ter}. — Zij, die geen vergoeding ontvingen krachtens de wet van 10 Juni 1919, moeten, om aanspraak te hebben op de voordeelen bepaald door de onderhadige wet, hunne aanvraag tot herstel, op straffe van vervallenverklaring, indienen binnen drie maanden na de bekendmaking der wet.

Texte actuel.

Tegenwoordige tekst.

—

Texte proposé par la Commission.

Ceux qui ont droit aux pensions et allocations prévues aux articles 2, 3, 4, 5 et 5^{bis} et dont les droits ont été réglés conformément à la loi du 10 juin 1919 par un jugement passé en force de chose jugée ne devront pas introduire de nouvelle demande pour obtenir le bénéfice des dispositions modifiées de ces articles. Les pensions permanentes ou temporaires qui leur ont été allouées en vertu de la loi du 10 juin 1919 seront par voie administrative révisées et mises en concordance avec les dispositions de la présente loi. Un arrêté royal déterminera les modalités de cette révision. L'intéressé pourra néanmoins se pourvoir contre la décision administrative par recours devant la Cour des dommages de guerre; il sera procédé devant elle conformément aux dispositions de la loi sur les cours et tribunaux de dommages de guerre.

ART. 17^{quater}. — Les sommes allouées en exécution de l'article 6 de la loi du 10 juin 1919, seront imputées sur celles qui seront accordées en exécution de l'article 6 de la présente loi.

ART. 17^{quinter}. — Si un dommage résultant d'un fait de guerre, notamment d'explosion de munitions, a produit après la dissolution des juridictions des dommages de guerre, la demande en réparation sera introduite, dans les délais prévus à l'article 8 ci-dessus, devant les tribunaux civils; elle y sera poursuivie comme affaire sommaire et urgente; le sinistré jouira du bénéfice de la procédure gratuite.

ARTICLE DEUXIÈME.

Les articles 14, 16 et 17 de la loi du 10 juin 1919 sont abrogés.

ARTICLE TROISIÈME.

Les dispositions de la loi du 10 juin 1919 non abrogées et celles de la présente loi seront coordonnées par arrêté royal et publiées au *Moniteur*.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

Zij, die aanspraak hebben op de pensioenen en uitkeeringen voorzien bij de artikelen 2, 3, 4, 5 en 5^{bis} en wier rechten overeenkomstig de wet van 10 Juni 1919 worden geregeld bij in kracht van gewijsde gegane vonnis, moeten geen nieuwe aanvraag indienen om het voordeel van de gewijzigde bepalingen dier artikelen te bekomen. De vaste of tijdelijke pensioenen, die hun verleend werden krachtens de wet van 10 Juni 1919, worden van bestuurswege herzien en in overeenstemming met de bepalingen van de onderhavige wet gebracht. De wijzen dier herziening worden bij Koninklijk besluit bepaald. De belanghebbende kan niettemin bij het Hof voor oorlogsschade in beroep komen van de beslissing van het bestuur; voor dit Hof wordt gehandeld overeenkomstig de bepalingen der wet op de hoven en rechtbanken voor oorlogsschade.

ART. 17^{quater}. — De sommen, uitgekeerd ter uitvoering van artikel 6 der wet van 10 Juni 1919, worden afgetrokken van die, welke ter uitvoering van artikel 6 der onderhavige wet worden toegekend.

ART. 17^{quinter}. — Wordt de schade wegens een oorlogsfeit, namelijk wegens het ontploffen van munitie, toegebracht na het ontbinden van de rechtsmachten voor oorlogsschade, dan moet de aanvraag tot herstel, binnen de termijnen voorzien bij bovenstaand artikel 8, ingediend worden bij de burgerlijke rechtbanken; zij wordt er als kort en spoedeischend behandeld; het voordeel der kosteloze rechtspleging wordt aan den geteisterde verleend.

TWEDE ARTIKEL.

De artikelen 14, 16 en 17 der wet van 10 Juni 1919 worden ingetrokken.

DERDE ARTIKEL.

De niet ingetrokken bepalingen der wet van 10 Juni 1919 en die van de onderhavige wet zullen bij Koninklijk besluit samengeordend en in het Staatsblad bekendgemaakt worden.

offers is niet te billijken — men moet aan de burgers het *bedrag* der gewonde militairen toekennen, niet wegens het feit van den dienst, maar ter *gelengenheid* van den dienst.

Men dient dus :

1^o. De reeksen voorzien bij de wet van 10 Juni, te behouden ;

2^o Op deze categorieën de *pensioensbedragen*, bij de wet op de militaire pensioenen voorzien, toe te passen.

Deze zienswijze dringt zich op door noodzakelijkheden van practischen aard. De reeds uitgesproken vonnissen moeten van bestuurswege worden herzien. En vooralsnu zijn er een honderd duizendtal. Indien men de bestaande vormvereischten niet volgt, zal het onmogelijk zijn ze van bestuurswege te herzien ; want in de gemelde vonnissen zullen de bestanddeelen daartoe ontbreken en de rechtbanken zouden *al* de reeds uitgesproken vonnissen moeten hernemen. Het is overbodig aan te dringen op het gevaar van dergelijke handelwijze en op de diepe verstoring die er uit voortspruiten zou.

De wetgever heeft de onderscheidene soorten van burgerlijke slachtoffers, die schadeloos moeten gesteld worden, bepaald. Het thans oprijzende vraagstuk betreft alleen het *bedrag*. Het is dus gepast, tot grondslag van dit werk de wet van 10 Juni te nemen en het door deze wet verleende bedrag in verhouding te brengen tot de bedragen, door de militaire wet aan gelijkaardige categorieën toegekend, terwijl de gunstige bepalingen, welke in de wet van 10 Juni zijn geschreven, worden gehandhaafd. Deze gunstige bepalingen kunnen, overigens, als eene vergoeding worden beschouwd, vermits zij in de militaire wet niet voorkomen.

De militaire pensioenen worden langs bestuurlijken weg toegekend, dit wil zeggen, door middel van bestendige diensten ; zij kunnen dus te allen tijde worden herzien — terwijl de pensioenen ten voordeele van de burgerlijke slachtoffers van den oorlog aan de belanghebbenden worden toegekend door de rechtbanken voor oorlogsschade, namelijk door instellingen die hoofdzakelijk tijdelijk zijn en bestemd om binnen korten of langen tijd te verdwijnen. Zij worden verleend na uitspraak van « vonnissen », die kracht van gewijsde hebben en dus voorgoed over de zaak beslissen. Het is dus niet mogelijk, in deze zaak de wet op de militaire pensioenen in al hare bijzonderheden te volgen ; men moet er zich bij bepalen, de *bedragen* der militaire pensioenen overeen te brengen en ze toe te passen op de onderscheidene soorten van rechthebbenden op de voordeelen der wet van 10 Juni 1910.

Onderzoek der onderscheidene soorten van rechthebbenden, voorzien bij de wet van 10 Juni en waarop noodzakelijkerwijs de nieuwe bepalingen moeten toegepast worden.

1^o Weduwen en gebeurlijk weduwnaars : 800 te vervangen door 1500 ;

2^o Kinderen en kleinkinderen : De militaire wet verleent hun eene tegemoetkoming tot op den leeftijd van 18 jaar, doch de beginselen, krachtens dewelke dit pensioen wordt verleend, verschillen hoofdzakelijk van die welke tot grondslag dienen aan het pensioen, dat aan de kinderen der burgers wordt toegekend.

Aldus trekken de weezen van militairen slechts dan persoonlijk het pensioen wanneer de moeder ontbreekt. Is deze in leven, dan trekt zij persoonlijk eene pensioensvermeerdering, welke bepaald is op 300 frank voor ieder kind beneden 18 jaar.

Raakt men op dit gebied aan de beginselen der wet van 10 Juni, dan heeft dit noodzakelijkerwijs voor gevolg de herziening van al de vonnissen, krachtens welke pensioenen aan de weezen werden verleend, alsmede de herziening van al de pensioensbrevetten, welke tot nog toe door de Thesaurie werden uitgegeven.

Om, binnen de perken van het mogelijke, de burgerlijke wet overeen te brengen met de militaire wet, is het dus noodig, het bestaande cijfer van 300 frank te behouden en den leeftijd van 16 op 18 jaar te brengen.

3^o Verwanten in de opgaande linie :

De bepalingen van de militaire wet voor deze reeks van rechtverkrijgenden zijn eveneens gevestigd op gansch andere grondslagen dan die van de wet van 10 Juni, en deze beginselen in de wet schrijven zou dus leiden tot eene ontreddeering, die de geheele herziening van al de vonnissen, gewezen in zake van verwanten in de opgaande linie, zou noodzakelijk maken. Men dient dus het tegenwoordig bedrag te verhoogen en te brengen van 600 op 800 frank voor den vader en de moeder samen, dit is 400 frank per hoofd in plaats van 300 frank per hoofd.

In geval van vooroverlijden van den vader trekt de moeder van het slachtoffer 800 frank.

Deze bepalingen zijn dezelfde als deze voorzien bij de wet van 23 November 1919.

4^o Broeders en zusters :

De bepalingen van de militaire wet, wat betreft de broeders en de zusters, kunnen niet in de wet op de burgerlijke pensioenen worden ingeschreven. Zij voorzien inderdaad dat de broeders en de zusters van minder dan 16 jaar, of gebrekkig, bij ontstentenis van vader en moeder dezelfde tegemoetkoming trekken als de grootmoeder alleen trekt, te weten 600 frank.

In geval er meer dan twee broeders en zusters zouden zijn, zouden deze niet meer per hoofd de som van 300 frank trekken, die door de wet van 10 Juni wordt verleend.

Men moet dus de bestaande bepalingen der wet van 10 Juni behouden en tot den leeftijd van 16 jaar een pensioen van 300 frank per hoofd toestaan.

Om het werk van de gelijkstelling van de burgerlijke slachtoffers met de militaire slachtoffers te voltooien, stellen wij ons voor, aan de tegenwoordige wet een artikel 3^{bis} toe te voegen, dat bijna letterlijk hetzelfde is als artikel 26 van de wet op de militaire pensioenen.

Soms heeft men zich afgevraagd, of het recht op een pensioen, toegekend op grond van de wet op de schade aan burgerlijke slachtoffers van den oorlog, kon samengaan met het recht, waardoor sommige personen nog andere pensioenen kunnen genieten. Heeft, bijvoorbeeld, de weduwe van een ambtenaar, die reeds een pensioen geniet, tegelijkertijd recht op dit laatste en op het pensioen voor-

zien bij artikel 5 der wet, waarover het thans gaat? Geen stond kan het antwoord twijfelachtig zijn. Dit recht bestaat in zooverre de wet het toelaat.

Evenzoo bestaat het recht, tegelijkertijd eene tegemoetkoming voor invaliditeit en eene wedde of een loon te trekken.

Vermits de artikelen 6 en volgende der wet geen bezwaar hoegenaamd in de verklaring kunnen opleveren en slechts eene aanpassing zijn aan de bestaande wetgeving, zullen wij daarbij niet blijven stilstaan.

De Verslaggever,
DE LIEDEKERKE.

De Voorzitter,
A. MECHELYNCK.
